



S2454



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.: LIMITEE  
ECA/PADIS/RTC/IV/3  
7 mars 1989

FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quatrième réunion du Comité technique  
régional du PADIS

23-25 mars 1989

Addis-Abeba, Ethiopie

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME DU PADIS

AU COURS DE LA PERIODE 1987-1989

ECA/PADIS/RTC/IV/3

a) Des missions de consultation au profit des Etats-membres ont été organisées dans les pays suivants:

- i) Au Malawi, en vue d'évaluer les besoins et les capacités du centre participant désigné par le gouvernement;
- ii) Au Swaziland, en vue d'aider le gouvernement à identifier le centre participant;
- iii) Au Bénin, afin d'apporter une assistance à l'information des thésauri;
- iv) En Ethiopie, dans le cadre d'une étude préliminaire sur la mise en place d'un réseau d'information industrielle et technologique;
- v) A Djibouti, en vue de la création d'un centre national d'information et de documentation;
- vi) Au Bénin, sur l'installation et l'utilisation de la base de données PADIS-STAT;
- vii) En Algérie, sur l'installation et l'utilisation de la base de données PADIS-STAT;
- viii) Au Cap-Vert, en vue d'évaluer les besoins et les capacités du centre national participant;
- ix) Au Congo, sur l'élaboration d'une base de données statistiques.

b) Des missions de consultation ont été organisées au profit des organisations intergouvernementales africaines suivantes:

- i) Auprès de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK) afin de l'aider à formuler la deuxième phase d'un projet de Centre de documentation pour l'OBK, et de la conseiller sur l'élaboration de bases de données (deux missions);
- ii) Auprès de la CEDEAO, en vue d'évaluer le Système douanier automatisé (SYDONIA);
- iii) Auprès de l'Association des Universités africaines, sur la réorganisation de son Centre de documentation et sur le choix de technologies.

c) Outre ces services de type consultatif, le PADIS a rendu un certain nombre de services de coopération technique aux Etats-membres et aux institutions. Ces activités, qui ont consisté en la

réalisation d'études, l'élaboration de documents techniques, la formulation de commentaires/de conseils lors de réunions, de séminaires, etc., ont compris:

- i) l'envoi d'un cadre du PADIS pour animer des stages nationaux sur la gestion d'un réseau national d'information (Zambie) et sur la mise en place d'un réseau national (Tanzanie);
- ii) participation à une étude sur les possibilités de coopération Sud-Sud en vue de la mise en place de systèmes de documentation et d'information en Afrique au Sud du Sahara;
- iii) participation à une étude sur les besoins de formation en matière de gestion de l'information;
- iv) participation à l'élaboration de la stratégie du CRDI concernant son programme des sciences de l'information en Afrique au Sud du Sahara;
- v) participation à la Conférence sur les politiques relatives à la science et à la technologie en Ethiopie;
- vi) participation à l'Atelier sur l'information scientifique organisé par l'Association africaine pour la promotion de la science;
- vii) participation à la Conférence des présidents et recteurs d'Universités africaines (en 1987 et en 1989) et présentation de documents sur le rôle des universités dans l'exécution du programme du PADIS;
- viii) participation à la réunion du Groupe d'experts sur la création d'un Réseau africain d'information sur les normes;
- ix) participation à la réunion de l'Equipe spéciale interinstitutions chargée de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines en Afrique.

d) Un certain nombre de missions ont été effectuées dans le cadre de l'installation des centres sous-régionaux du PADIS. Ces missions avaient pour objectif de mener des négociations avec les gouvernements-hôtes (deux missions ont eu lieu à Kinshasa, Zaire, pour l'installation du Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Centre, CADIS) ou de procéder à l'installation du matériel (deux missions ont eu lieu à Lusaka, Zambie, où se trouve le Système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, ESADIS, et une à Niamey, Niger,

siège du Système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Ouest, WADIS).

### C. REUNIONS ET SEMINAIRES TECHNIQUES

8. Au cours de la période considérée, le PADIS a assuré le service de réunions importantes. La plus importante de toutes a été la Cinquième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, tenue en avril 1988. La Conférence a examiné le rapport d'activités du PADIS, le programme de travail pour 1989-1990, et a formulé des recommandations concernant la désignation des membres du prochain Comité technique régional du PADIS. Deux rapports techniques ont en outre été présentés à la Conférence pour examen (voir Chapitre II. G ci-après).

9. Des rapports annuels ont par ailleurs été présentés aux organes délibérants des cinq MULPOC en 1988 et 1989. Des résumés de ces rapports ont également été présentés à la Conférence des ministres de la CEA à sa vingt-troisième session tenue en 1988.

10. Le Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes d'information dans les institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA s'est réuni deux fois depuis sa création par les Chefs de Secrétariat de ces institutions lors de leur réunion tenue en 1986.

11. Trois séminaires techniques regroupant des experts de haut niveau ont été organisés:

a) Le Séminaire régional sur les politiques nationales en matière d'information et d'informatique en Afrique, tenu du 28 novembre au 1er décembre 1988 à Addis-Abeba, Ethiopie;

b) La Réunion technique consultative des directeurs d'écoles africaines de bibliothéconomie et de sciences de l'information, tenue du 20 au 24 février 1989 à Addis-Abeba, Ethiopie; et

c) La Réunion technique consultative des coordinateurs nationaux en vue de la création d'une base de données sur les projets de recherche en cours, tenue les 9 et 10 février 1988 à Nairobi, Kenya.

12. Des documents de travail et documents techniques pertinents ont été présentés à ces séminaires.

#### D. SERVICES AUX UTILISATEURS

13. Le PADIS a poursuivi ses activités de services aux utilisateurs au cours de la période considérée. Dans ce cadre, ses activités ont porté sur : a) la publication d'index sur la littérature relative au développement; b) la diffusion sélective de l'information; c) les services de recherche bibliographique rétrospective; et d) la diffusion de documents.

14. La publication d'index s'est poursuivie. Le PADIS s'est efforcé d'élargir les zones de diffusion du DEVINDEX-AFRICA en Afrique et dans le reste du monde et d'atteindre un plus grand nombre d'utilisateurs et d'intermédiaires (bibliothèques, centres de documentation, etc.). A cet égard, quatre numéros du DEVINDEX-AFRICA ont été publiés et diffusés.

15. Le nombre de personnes et d'institutions abonnées au Service de diffusion sélective de l'information a augmenté, passant de 38 il y a deux ans à 167 actuellement.

16. Le nombre de demandes relatives à des recherches bibliographiques et à des documents précis est passé de 15 seulement au cours de la deuxième moitié de 1986 à 250 au cours de la deuxième moitié de 1988. Au total, le PADIS a répondu à 647 demandes d'utilisateurs en 1987 et 1988.

17. Les demandes d'informations relatives aux experts africains ainsi qu'aux institutions et projets de développement en Afrique étaient négligeables avant 1987. Au cours de la période 1987-1989, le PADIS a répondu à 154 demandes se rapportant à ces questions.

18. Le Secrétariat de l'OUA ainsi que les bureaux du PNUD et de l'OIT à Addis-Abeba ont bénéficié d'un service de consultation de bases de données en ligne.

#### E. ELABORATION ET MISE A JOUR DE BASES DE DONNEES

19. Les activités d'élaboration et de mise à jour de bases de données ont été menées sur plusieurs fronts. PADIS-DEV, base de données bibliographiques sur la littérature relative au développement de l'Afrique, gérée par le Bureau central de coordination du PADIS et qui reçoit les contributions des centres nationaux participants, s'est enrichie de 1 863 entrées, dont 1 524 fournies par les centres nationaux participants. La base de données PADIS-DEV est utilisée pour publier DEVINDEX-AFRICA.

20. Le volume des fichiers complémentaires du PADIS (bases de données acquises auprès des institutions du système des Nations

Unies et d'autres organisations internationales) s'est accru. Une nouvelle base de données, ILCADOC, qui contient environ 5 000 références, a été acquise. Les bases de données déjà installées se sont enrichies de 7 550 entrées. Ces bases de données sont utilisées pour le service de diffusion sélective de l'information et pour les services de recherche bibliographique rétrospective.

21. La base de données sur les experts africains s'est enrichie d'environ 1 000 entrées au cours de la période considérée. Le contenu de la base de données a été utilisé pour les services de recherche et pour la production du Répertoire des experts africains, actuellement sous presse.

22. Deux nouvelles bases de données ont été créées: i) la base de données sur les projets de recherche en cours dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe; ii) une base de données sur les institutions africaines de développement. A l'heure actuelle, ces bases de données contiennent respectivement 1 400 et 100 références. Le répertoire des projets de recherche en cours est actuellement sous presse. L'exercice de collecte des données a été mené en collaboration avec le projet Recherche en Afrique de l'Est et en Afrique australe et avec l'aide de coordinateurs nationaux dans les 15 pays concernés.

23. D'importants progrès ont été réalisés sur la banque de données statistique PADIS-STAT, notamment: l'augmentation du nombre d'années saisies dans la base de données, de 21 auparavant à 26 actuellement; la transportabilité de la banque de données de l'ordinateur Hewlett Packard et de son système d'exploitation aux micro-ordinateurs compatibles IBM et au système de gestion de bases de données DbaseIII; et l'élaboration de principes de gestion pour les gestionnaires de bases de données et pour l'utilisateur final. En outre, des missions d'installation de la banque de données et de formation à son utilisation ont eu lieu, comme il est mentionné plus haut.

#### F. OUTILS ET METHODOLOGIES

24. Les outils et méthodologies existants dans le domaine des travaux bibliographiques ont été régulièrement mis à jour. Deux activités méritent d'être mentionnées à cet égard:

a) La révision du Manuel d'analyse bibliographique du PADIS a été achevée. La nouvelle version contient des chapitres sur les principes de catalogage, d'indexation et de rédaction de résumés;

b) Le PADIS a participé à la dernière révision du MACROTHESAURUS - vocabulaire contrôlé pour le traitement de

l'information dans le domaine du développement social et économique, mis à jour par un réseau d'organisations internationales parmi lesquelles le PADIS représente la région Afrique.

25. En outre, des principes simples de collecte de données ont été élaborés pour la base de données sur les projets de recherche en cours.

#### G. ETUDES ET RAPPORTS TECHNIQUES

26. Le programme de travail du PADIS pour 1987-1988 prévoyait la réalisation de trois études: i) Etude des besoins d'information pour le développement; ii) Etude sur les problèmes d'utilisation de l'information, les stratégies de marketing de l'information et la fourniture de produits et services novateurs; et iii) Etude sur l'utilisation des micro-ordinateurs dans les systèmes de documentation et d'information en Afrique.

27. Il a semblé plus rationnel d'intégrer certains aspects de la deuxième étude dans la première. Un consultant a été recruté pour réaliser l'étude ainsi redéfinie; après avoir mené des enquêtes en Ethiopie, au Nigéria et au Zimbabwe, le consultant a rédigé un rapport. Les résultats de cette étude sont présentés au titre du point 5 de l'ordre du jour de la présente réunion. La deuxième étude, portant sur les stratégies de marketing de l'information et la fourniture de produits et services novateurs, sera réalisée par un consultant en 1989.

28. La troisième étude, relative à l'utilisation des micro-ordinateurs, a été réalisée par le personnel du projet. Les résultats de cette étude ont été présentés dans un rapport qui a été remis à la Cinquième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains.

29. Outre ces études (et de nombreux autres rapports de mission et documents présentés à des conférences), un certain nombre de rapports et de documents ont été élaborés par le personnel du PADIS pour être présentés à des conférences et à des réunions de groupes d'experts. Ces rapports techniques comprennent:

- i) Le rôle des universités africaines dans l'exécution du programme du PADIS;
- ii) L'utilisation de logiciels statistiques dans le calcul statistique;

- iii) Les questions relatives aux systèmes d'information et de documentation dans le cadre de la préparation, de l'exécution et du suivi des plans nationaux;
- iv) Les questions relatives aux politiques nationales dans le domaine de l'information en Afrique;
- v) Les possibilités de coopération Sud-Sud en vue de la mise en place de systèmes d'information et de documentation en Afrique au Sud du Sahara.

#### H. PUBLICITE

30. Les relations publiques sont devenues une activité importante du PADIS avec le démarrage de la troisième phase du projet en 1987. A cet égard, une des principales réalisations a été la publication de la Lettre du PADIS, en anglais et en français. Huit numéros trimestriels sont déjà sortis et ont été diffusés. Le tirage atteint maintenant 1 000 exemplaires. Le contenu et la présentation de la Lettre du PADIS se sont notablement améliorés, avec la rédaction d'un éditorial, l'introduction de la revue des publications et le développement de la rubrique Nouvelles et opinions.

31. Dans le cadre des actions publicitaires, les événements ponctuels sont devenus de plus en plus nombreux, et un nombre croissant de visiteurs de la Maison de l'Afrique effectuent également une visite du Bureau central de coordination du PADIS. Les programmes de formation, la participation aux réunions et les voyages effectués par le personnel du projet et des centres nationaux ont renforcé les activités régulières de publicité du projet.

#### J. MISE EN PLACE DU RESEAU

32. Au cours de la période considérée, treize gouvernements ont désigné leur centre national participant, ce qui porte le nombre total de centres participants à 27. Les nouveaux centres se trouvent dans les pays suivants: Burkina Faso, Cap-Vert, République centrafricaine, Congo, Egypte, Ethiopie, Gambie, Maurice, Nigéria, Rwanda, Swaziland, Ouganda et Zambie.

33. Sur les treize nouveaux centres participants, quatre centres (ceux du Cap-Vert, de l'Ethiopie, de la Gambie et du Swaziland) participent déjà activement au réseau par l'envoi de données et la réception de produits. Ce résultat a été obtenu grâce à la fourniture à ces centres de services de consultation et de formation. Les centres qui participent activement au réseau sont



maintenant au nombre de dix, compte tenu des six centres qui faisaient partie du réseau avant 1987.

34. Neuf des treize centres ont reçu une assistance technique du PADIS, sous forme de services consultatifs ou de programmes de formation organisés aux niveaux national et régional.

35. Quatre centres (Burkina Faso, Egypte, Nigéria, Ouganda) n'ont pas encore bénéficié d'une assistance du PADIS, en partie parce que certains ont été désignés très récemment et en partie parce que les gouvernements répondent tardivement aux propositions d'assistance faites par le PADIS.

36. Par ailleurs, six des centres qui avaient démarré leurs activités avant 1987 les ont poursuivies à un niveau assez satisfaisant. Il s'agit des centres de l'Algérie, du Bénin, du Botswana, du Malawi, du Maroc et du Togo. Le niveau de participation des centres participants de la Guinée, du Niger et du Soudan a relativement diminué, malgré l'assistance qui leur a été fournie sous forme de cours régionaux de formation et de services consultatifs.

37. Dans le but d'accroître la participation des centres institutionnels participants au réseau, des activités ont été menées dans le cadre du Comité permanent sur l'harmonisation et la normalisation des systèmes d'information dans les institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA. Les institutions intergouvernementales africaines non parrainées par la CEA ont maintenant la possibilité d'être membres de ce Comité permanent. Toutefois, malgré l'existence de ce mécanisme particulièrement adapté, les centres institutionnels participants n'ont encore apporté aucune contribution à la base de données régionale.

### **III. ACTIONS PRISES EN APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ADOPTEES PAR LE COMITE TECHNIQUE REGIONAL A SA TROISIEME REUNION**

38. A sa troisième réunion tenue en avril 1987, le Comité technique régional a formulé deux recommandations:

a) que soit réalisée une Etude d'actualisation du mode d'organisation, des structures et des mécanismes d'intervention du PADIS en fonction de l'évolution des réalités technico-économiques, conformément au cadre de référence adopté par le Comité; et

b) que le PADIS collabore étroitement avec les gouvernements hôtes du CADIS et du WADIS afin de conclure des accords sur la création de ces deux centres sous-régionaux.

**A. ETUDE D'ACTUALISATION**

39. Il est peut-être utile de rappeler que le Comité, dans le cadre de référence de cette étude, avait demandé d'orienter la recherche dans huit principales directions, à savoir:

- a) identification de divers modes d'organisation pour le PADIS et analyse de leurs incidences sur le plan financier et sur le plan de l'organisation;
- b) mécanismes visant à accroître la participation des Etats-membres et profil des centres de convergence nationaux;
- c) définition du domaine d'activités du PADIS;
- d) structure du réseau du PADIS;
- e) choix et utilisation de nouvelles techniques: matériel, logiciels, télécommunications, etc.;
- f) normes, méthodologies et questions relatives à la normalisation et à l'harmonisation;
- g) identification de mécanismes permettant d'accroître la participation des institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations internationales aux activités du PADIS;
- h) évaluation du caractère adéquat des produits et services du PADIS pour ce qui est de satisfaire les besoins prioritaires réels et présumés des utilisateurs finals;
- i) utilisation de la langue arabe pour le traitement et le transfert de données informatisées.

40. Le Comité avait chargé le bureau central de coordination du PADIS de trouver des fonds extra-budgétaires pour financer cette étude. Le Comité ad hoc institué par le Comité régional pour élaborer le cadre de référence de l'étude a estimé que le coût de cette étude pourrait se situer entre 70 000 et 100 000 dollars des Etats-Unis; il serait possible d'obtenir des ressources à hauteur de 30 000 à 50 000 dollars dans le cadre des projets du PADIS financés sur des fonds extra-budgétaires, après approbation par les bailleurs de fonds des projets qui leur était soumis. Le déficit se situerait donc entre 40 000 et 50 000 dollars.

41. Parmi les trois propositions du PADIS, il n'a été possible de dégager des fonds pour financer cette étude que sur un seul projet (RAF 86/053 du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD). La proposition soumise au Bureau des Etats arabes et des programmes européens du PNUD n'a été approuvée qu'en février 1989. La troisième source, à savoir l'assistance fournie au PADIS par le CRDI, ne prévoit pas de dépenses de ce type.

42. Compte tenu de cette situation, il n'a pas été possible de respecter les souhaits du Comité tant au niveau de la forme qu'au niveau de la portée de l'étude. Seule la partie relative à l'"évaluation du caractère adéquat des produits et services du PADIS..." (article h) a été confiée à un consultant et menée à bien. Le Bureau de coordination du PADIS s'est également préoccupé de l'article b): "mécanismes visant à accroître la participation des Etats membres et profils des centres de convergence nationaux". Il a en effet adressé aux Etats membres un document relatif aux "Critères déterminant le choix de centres nationaux du PADIS par les Etats membres africains", tenant compte des amendements adoptés par le Comité à sa dernière réunion. Cette initiative n'a pas été inutile puisque treize nouveaux centres participants ont été désignés depuis lors par les gouvernements mentionnés au Chapitre II.J.

43. En conséquence, une partie importante de l'étude demandée par le Comité n'a pas encore été entreprise. Grâce à l'approbation du projet RAB/88/012 du PNUD (Participation des pays de l'Afrique du Nord au PADIS), il est maintenant possible de réaliser certains éléments de l'étude dans la sous-région de l'Afrique du Nord. Toutefois, pour réaliser l'étude dans les délais impartis et conformément au cadre de référence défini par le Comité, il sera nécessaire de disposer de ressources complémentaires, comme il est mentionné au paragraphe 40.

#### B. CENTRES SOUS-REGIONAUX

44. La deuxième recommandation importante du Comité concernait le CADIS et le WADIS. A cet égard, les actions du Bureau central de coordination du PADIS ont porté sur:

a) Des négociations avec le gouvernement hôte du CADIS, le gouvernement zaïrois. Un projet d'accord lui a été soumis et le PADIS attend sa réponse;

b) Des négociations similaires avec le gouvernement du Niger. Le gouvernement hôte ne souhaitant pas financer le WADIS, il a été décidé d'installer le centre dans les locaux du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Niamey. L'aménagement des locaux du centre est terminée et le personnel chargé de l'exploitation du centre

au cours de la période initiale sera formé dans les mois qui viennent.

#### IV. CONCLUSIONS

45. Il convient maintenant de tirer certaines conclusions en ce qui concerne: i) les produits; ii) la réalisation des objectifs du projet en fonction de critères de succès établis; et iii) l'incidence du projet. En lisant ce qui suit, le Comité se souviendra que l'exécution du programme du PADIS se situe au milieu de la troisième phase et que les conclusions relatives à la réalisation des objectifs et à l'incidence du projet ne peuvent être qu'indicatives.

##### A. PRODUITS

46. L'exécution des activités du projet a été décrite de façon détaillée au Chapitre II du présent rapport. On peut conclure que les objectifs fixés en ce qui concerne les produits ont été atteints dans les délais impartis, voire, dans certains cas, dépassés. Certains produits prévus ont subi des modifications mineures, ayant été redéfinis par rapport à leur formulation initiale.

47. Aucune évaluation indépendante et exhaustive n'a été effectuée au cours de la période considérée. En conséquence, la qualité des produits ne peut faire l'objet d'aucun commentaire.

##### B. REALISATION DES OBJECTIFS

48. Les objectifs de la troisième phase du projet PADIS sont clairement définis dans le descriptif du projet RAF 86/053: PADIS-troisième phase, financé par le PNUD. Les quatre objectifs immédiats et les critères de succès établis en vue d'évaluer leur degré de réalisation sont présentés brièvement ci-après, avec les commentaires qu'ils suscitent:

a) Objectif immédiat 1: Mise en place et renforcement du réseau PADIS

Critères de succès: Envoi de données au système par les centres nationaux participants et demande de produits de la part de ces centres; amélioration des connaissances et compétences du personnel des centres participants; introduction de techniques modernes de gestion de l'information; utilisation par les centres participants de méthodes compatibles; etc.

**Remarques:** Au cours de la période considérée, six centres participants sur vingt-cinq ont fourni 1 524 références à la base de données bibliographique régionale du PADIS. Les produits du PADIS sont régulièrement diffusés aux centres participants. Il est difficile de discerner, faute de données, si les centres participants du PADIS constituent la principale source de demande pour les produits du PADIS. Des programmes de formation ont été offerts au personnel des centres nationaux. Les connaissances nécessaires ont été transmises au cours de ces programmes. Mais il sera nécessaire de mener des études plus approfondies pour évaluer dans quelle mesure ces connaissances ont été assimilées et sont utilisées. Des techniques modernes de gestion de l'information ont été introduites dans les centres participants, bien que ces initiatives aient souvent été prises par les centres eux-mêmes et ne résultent pas nécessairement de l'assistance fournie par le PADIS. Les centres participants utilisent des méthodes compatibles pour fournir des données au PADIS. Cependant, un grand nombre de centres participants continuent d'utiliser des méthodologies autres que celles du PADIS pour leurs activités en cours - ce qui signifie que les méthodologies du PADIS n'ont pas été entièrement adoptées. Deux séries d'activités devront être programmées au cours des trente mois à venir afin d'atteindre cet objectif: i) renforcer la participation active des centres nationaux et institutionnels; et ii) évaluer et modifier selon le cas la nature, la portée et le contenu du programme de formation du PADIS.

**b) Objectif immédiat 2: Disponibilité d'un stock d'information**

**Critères de succès:** Renforcement des bases de données existantes et création de nouvelles bases; quantité et diversité des données rassemblées.

**Remarques:** PAD-DEV, base de données régionale sur l'information socio-économique s'est accrue de plus de 20 %. Ce résultat peut être considéré comme relativement satisfaisant compte tenu du degré de participation des centres nationaux et institutionnels. L'acquisition de nouvelles bases de données bibliographiques sur l'élevage et sur la recherche dans le domaine de l'énergie ont contribué à améliorer la diversité des données rassemblées. L'élaboration d'une base de données sur les projets de recherche en cours est un résultat important. Des progrès sensibles ont été enregistrés dans le domaine de

l'amélioration de la diversité de l'information, ce qui a permis d'accroître la capacité de PADIS de recevoir des bases de données se rapportant au développement de l'Afrique.

- c) Objectif immédiat 3: Meilleur accès à l'information disponible; renforcement de l'utilisation de l'information; et production de revenus afin de financer certaines activités du projet.

Critères de succès: Quantité et diversité des produits et services; utilisation et demande accrue de produits; revenus obtenus grâce à la vente des produits.

Remarques: La quantité et la diversité des produits n'ont guère augmenté. Par contre, l'utilisation des produits et services du PADIS s'est considérablement développée et la demande s'y rapportant a plus que doublé, comme le prouve le nombre de demandes reçues et satisfaites. La transportabilité de PADIS-STAT s'est avérée utile, particulièrement pour les organisations intergouvernementales qui ont besoin d'une masse importante de données sur plusieurs pays. La diffusion de PADIS-STAT sur disquettes pouvant être utilisées sur des micro-ordinateurs peu coûteux, comme ceux dont disposent la plupart de ces organisations, comble une importante lacune. Il semble que cette augmentation considérable de la demande résulte en partie des efforts de relations publiques déployés par le projet qui ont contribué à le mieux faire connaître. Au cours des prochaines années, on devrait reconnaître qu'il est possible et utile de disposer de services intégrés comprenant des données bibliographiques, statistiques et référentielles. La vente du DEVINDEX-AFRICA à des institutions des pays développés a rapporté un revenu modeste. Ce résultat, qui a été obtenu sans qu'un programme de commercialisation ait été élaboré, est encourageant. Pour réaliser pleinement cet objectif, un effort important et planifié de commercialisation est nécessaire; les produits et services doivent être mieux adaptés aux besoins particuliers des utilisateurs; et les centres participants devront être utilisés plus souvent et de façon plus efficace en tant que points de vente des produits du PADIS.

d) Objectif immédiat 4: Mise au point et utilisation de normes, méthodes et outils de traitement de l'information, et utilisation de normes compatibles par les centres participants.

Critères de succès: Existence de normes et de méthodes; facilité des échanges d'information entre centres participants.

Remarques: Des progrès sensibles ont été enregistrés dans le domaine de la mise au point de méthodologies de gestion des bases de données bibliographiques et référentielles et des banques de données statistiques. Toutefois, le développement de ces normes et méthodes dépend de leur adoption par les centres institutionnels et nationaux participants. De même, la facilité de l'échange d'information entre centres participants ne peut être mesurée que si le niveau d'échange entre centres concernés est important.

#### C. INCIDENCE DU PROJET

49. Il existe un nombre suffisant de raisons qui témoignent que le projet a eu une incidence dans plusieurs domaines. Selon le personnel de direction du projet, les effets ont été particulièrement sensibles dans les domaines exposés dans les paragraphes suivants. Il est clair qu'il faudra procéder à des études exhaustives avant de disposer d'une évaluation définitive de l'incidence du projet.

##### Meilleure connaissance du PADIS et utilisation accrue de ses services

50. On peut démontrer que les gouvernements, organisations et spécialistes africains, et à un moindre degré, les utilisateurs individuels, ont une bien meilleure connaissance du PADIS. Celle-ci résulte des efforts de promotion déployés par le projet; des activités concrètes réalisées dans les Etats membres et les institutions; de la diffusion de l'information par des contacts directs, etc. Elle se traduit par le nombre important de centres participants désignés par leur gouvernement; l'augmentation du nombre de demandes reçues des utilisateurs; le nombre accru de demandes d'assistance technique; etc. Il en résulte également un niveau d'utilisation plus élevé des services offerts par le Bureau central de coordination.

Contribution directe et indirecte à l'échange d'information entre pays et à la coordination des activités et services

51. De nombreux indices montrent que le projet PADIS a suscité au niveau national, de façon directe et de façon indirecte, des initiatives visant à mettre en place des mécanismes nationaux de coordination des activités et services d'information. Cette constatation est attestée par les actions actuellement menées en vue de la formulation de politiques nationales d'information et de la création de conseils nationaux de coordination de l'information dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, en particulier au Botswana, au Kenya, au Malawi, au Swaziland et en Zambie. Dans ces pays, les efforts déployés actuellement trouvent leur origine dans les activités antérieures en vue de l'installation du Système de documentation et d'information pour l'Afrique australe. Les effets produits par cette initiative se sont prolongés, bien que les actions du PADIS visant à maintenir l'élan aient été limitées au cours des cinq dernières années.

Renforcement de l'importance attachée aux questions relatives à l'information et amélioration de l'image du PADIS en tant qu'institution régionale africaine responsable de ces questions

52. Il ne fait guère de doute que les responsables aussi bien que les spécialistes africains sont maintenant beaucoup plus sensibles au rôle de l'information et y attachent beaucoup plus d'importance qu'il y a dix ans. Cette évolution doit être attribuée, dans une large mesure, aux progrès de l'informatique. A cet égard, la contribution indirecte du PADIS a consisté à inciter les spécialistes, notamment les bibliothécaires et documentalistes, à assumer leurs responsabilités dans le domaine de la modernisation des services d'information. Avec le développement de la capacité du Bureau central de coordination à fournir les services attendus de lui par les institutions des Etats membres, l'image d'un PADIS institution régionale africaine a progressivement remplacé le statut qui est le sien. Cette constatation est étayée par le nombre croissant de responsabilités et de mandats qui lui sont confiés: a) lors de réunions régionales et internationales; b) dans certaines demandes reçues des pays; c) par les bailleurs de fonds disposer à engager le PADIS sur des objectifs précis; etc.

**D. PROBLEMES ET PERSPECTIVES**

53. Globalement, les trois domaines dans lesquels il apparaît que le projet a eu une incidence peuvent être considérés à la fois comme une fin en soi, et comme un moyen de parvenir à d'autres fins. L'avenir du projet semble en effet plus prometteur. Au fur et à mesure que la justification du projet est établie, d'autres justifications apparaissent. Toutefois, ce potentiel ne pourra être



pleinement exploité que si les points faibles et goulets d'étranglement que connaît actuellement le projet sont supprimés. Les questions énumérées ci-après constituent une liste brève de problèmes sur lesquels le Comité souhaitera peut-être se pencher et formuler des recommandations. Les obstacles internes au projet sont:

- a) Un suivi insuffisant de l'assistance technique fournie aux centres nationaux et institutionnels participants;
- b) Des efforts insuffisants dans le domaine des services de formation; des programmes de recyclage; de l'amélioration du rapport coût-utilité des programmes de formation; et l'inexistence de mécanismes permettant d'évaluer l'acquisition des compétences et des techniques et leur utilisation;
- c) Un niveau d'intégration insuffisant des différentes activités du projet, par exemple des services consultatifs, des services de formation, de la mise au point de méthodologies, des services aux utilisateurs, etc.
- d) Enfin, les effectifs limités dont dispose le projet, qui sont la raison principale des lacunes décrites dans les points précédents.

54. Parmi les obstacles extérieurs au projet, les plus importants sont les suivants:

- a) Faible niveau de participation des centres nationaux et institutionnels participants; engagement financier et politique insuffisant des instances dont ils relèvent; et longueur des délais qui s'écoulent entre le moment où les centres sont désignés et le moment où les activités démarrent effectivement;
- b) Lenteur de la mise en place de l'infrastructure relative à l'information dans les Etats-membres et prise de conscience tardive de l'importance de l'information dans les actions de développement;
- c) Coordination insuffisante entre les projets d'information financés au niveau national et au niveau régional par les rares bailleurs de fonds s'intéressant aux activités relatives à l'information;
- d) Appui financier insuffisant au projet, compte tenu de l'ampleur des responsabilités qui lui sont assignées;

e) Préoccupations relatives au devenir du projet à long terme, émanant de toutes les instances concernées, y compris le projet lui-même, le Secrétariat de l'ONU, la CEA et les bailleurs de fonds. L'incertitude quant à l'avenir du projet a des conséquences sur son statut; les sources de financement; le développement à long terme des programmes; la stabilité du personnel et les plans de carrières; ainsi que la confiance des centres participants.